



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE
DE LA REGION GUADELOUPE

SECRETARIAT GENERAL
Direction de l'Administration Générale
et de la Réglementation
Bureau de l'urbanisme,
de l'environnement et du Cadre de Vie

Basse-Terre, le

01 JUL. 2009

N° 2009- 004 AD/1/4

Voir Insp. du 05/2009

Recallément ?

ARRETE

De mise en demeure à l'encontre de la Société Rubis Antilles Guyane (RAG) pour son centre emplisseur de gaz de la pointe de JARRY sur le territoire de la commune de Baie-Mahault

LE PREFET DE LA GUADELOUPE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le code de l'environnement, plus précisément le titre 1^{er} du livre V et notamment ses articles L. 511-1, L. 514-1,

VU le code de l'environnement, plus précisément le titre 1^{er} du livre V de la partie réglementaire,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 93-1123 AD1/4 du 14 octobre 1993 autorisant la société SAGF à exploiter un centre emplisseur sur la commune de Baie-Mahault ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 96-61 AD1/4 du 22 janvier 1996 autorisant la société SAGF à poursuivre l'exploitation de cet établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-905 AD/1/4 du 8 juin 2005 portant modification des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°96-61 AD1/4 susvisé ;

Vu la déclaration de changement de raison sociale déposée la société RUBIS Antilles Guyane (RAG) le 17 juillet 2006, dont accusé réception en date du 14 septembre 2006, pour le centre emplisseur précité ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU la visite d'inspection effectuée le 14 mai 2009 et le rapport de cette inspection en date du 8 juin 2009,

CONSIDERANT que la société RUBIS Antilles-Guyane ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté ministériel susvisé,

DERANT que cet établissement ne respecte pas les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de
onnement ;

exploitant entendu,

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1

La société RUBIS Antilles-Guyane, dont le siège social est sis Z.I de Jarry BP 2011-97122 BAIE-
MAHAULT, ci-après désignée l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux prescriptions ci-
dessous, sous 3 mois. Ce délai court à compter de la date de notification du présent arrêté.

Arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	
Référence	Prescriptions
Article 7	<p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en <u>annexe III</u> au présent arrêté.</p> <p>L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité. Il veille à son bon fonctionnement.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les bilans mentionnés au point 6 de l'<u>annexe III</u> au présent arrêté.</p> <p>L'exploitant transmet chaque année au préfet une note synthétique présentant les résultats de l'analyse définie au point 7-3 de l'<u>annexe III</u> au présent arrêté.</p>
Annexe III-1	<p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrits.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel extérieur à l'établissement mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
Annexe III 7-2	<p>Des procédures sont mises en œuvre pour évaluer de façon périodique ou systématique :</p> <ul style="list-style-type: none">- le respect des objectifs fixés dans le cadre de la politique de prévention des accidents majeurs,- l'efficacité du système de gestion de la sécurité et son adéquation à la prévention des accidents majeurs.

ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS

L'exploitant doit fournir aux dates d'échéances les justificatifs attestant de sa conformité aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Basse-Terre :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où cet arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 5 : NOTIFICATION ET PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de la commune de BAIE-MAHAULT et tenue à la disposition du public.

Un extrait de cet arrêté comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

ARTICLE 6

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Guadeloupe, Monsieur le maire de la commune de BAIE-MAHAULT, Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au pétitionnaire. .

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet
Le Chef de Bureau



JY BALOUARD-GEIB

LE PRÉFET,

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général
aux Affaires Régionales

Stéphane GRAUVOGEL